

**Point de presse de la porte-parole -
Nations unies/Bilan de la 36ème
session du conseil des droits de
l'Homme - Culture/Biennale
internationale d'architecture de
Venise 2018/Choix de l'architecte
pour le pavillon français -
Convention de Minamata sur le
mercure/Participation de la France
à la première conférence des parties
- Espagne - Cameroun - Irak
(Paris, 02 octobre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Nations unies - Bilan de la 36ème session du conseil des droits de l'Homme

La 36ème session du conseil des droits de l'Homme s'est achevée vendredi 29 septembre après trois semaines de travaux. Ses principaux résultats en sont les suivants :

- Yémen : le conseil a adopté par consensus une résolution sur la situation des droits de l'Homme au Yémen. Cette résolution renforce les moyens de lutter contre les violations des droits de l'Homme au Yémen en créant un groupe d'experts internationaux et régionaux de haut niveau. La France a déployé d'importants efforts de médiation avec ses partenaires du conseil pour aboutir à un compromis entre les différents groupes de pays, seule garantie de la mise en oeuvre effective des dispositions de la résolution par l'ensemble des parties. Nous avons exprimé à plusieurs reprises notre préoccupation devant la gravité de la situation au Yémen : nous condamnons toutes les atteintes au droit international humanitaire et appelons à l'arrêt des attaques contre toutes les populations civiles, où qu'elles se trouvent. Il est essentiel que les parties garantissent un accès humanitaire sûr, immédiat et sans entrave aux populations dans le besoin. Nous appelons également à la reprise sans délai des discussions politiques sous l'égide des Nations unies en vue d'une solution politique.

- Burundi : le conseil a adopté une résolution présentée par l'Union européenne qui renouvelle la commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'Homme commises depuis 2015 dans ce pays. Cette résolution permettra d'approfondir les enquêtes indépendantes et internationales de la commission et d'organiser un meilleur suivi de ses travaux. La France salue également l'intention du gouvernement du Burundi, membre du conseil des droits de l'Homme, de reprendre sa coopération avec le Haut-commissariat aux droits de l'Homme et avec son bureau dans le pays, comme il s'y engage dans la résolution présentée par le groupe africain et également adoptée par le conseil.

Le conseil a par ailleurs examiné la situation des droits de l'Homme en Syrie, en République démocratique du Congo et en République centrafricaine. Face à la gravité de la situation en Birmanie, le conseil a décidé de prolonger de six mois la mission d'établissement des faits dans ce pays. Il est essentiel que la Birmanie accorde à cette mission l'accès au pays et coopère pleinement avec elle.

Enfin, plusieurs résolutions «thématiques» ont été portées par la France : l'une sur la peine de mort, adoptée ou parrainée par plus de 60 États ; l'autre sur le renouvellement pour trois ans du mandat du groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, avec le soutien de l'Argentine, du Japon et du Maroc. Le conseil a aussi adopté une résolution sur la coopération avec les Nations unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'Homme.

Les droits de l'Homme, et notamment la protection des enfants dans les conflits armés, sont une priorité de la présidence française du conseil de sécurité des Nations unies qui a débuté le 1er octobre.

2 - Culture - Biennale internationale d'architecture de Venise 2018 - Choix de l'architecte pour le pavillon français

Sur proposition du comité de sélection présidé par l'architecte et urbaniste Frédéric Bonnet, M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Mme Françoise Nyssen, ministre de la culture, ont retenu le projet «Lieux Infinis» de l'équipe «Encore heureux» pour assurer le commissariat du pavillon français de la biennale internationale d'architecture de Venise en 2018, prestigieux rendez-vous de l'architecture mondiale qui se déroulera du 26 mai au 25 novembre 2018.

Ce projet est porté par l'Institut français, opérateur du pavillon français pour le compte du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et du ministère de la culture.

M. Jean-Yves Le Drian, et Mme Françoise Nyssen saluent l'ambition du projet des architectes Nicola Delon, Julien Choppin et Sébastien Eymard, qui témoigne de la rencontre entre les initiatives de la société civile et les possibilités offertes par l'architecture. Ils souhaitent également rendre hommage au travail et à la qualité des propositions de l'ensemble des candidats.

3 - Convention de Minamata sur le mercure - Participation de la France à la première conférence des parties (Genève, 24-29 septembre 2017)

La convention de Minamata est un traité international visant à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes du mercure. Les mesures qu'elle prescrit aideront à prévenir et réduire la pollution liée au mercure à toutes les étapes de son cycle de vie, de l'extraction au stockage.

Entrée en vigueur au mois d'août dernier, la convention de Minamata sur le mercure a tenu sa première conférence des parties du 24 au 29 septembre 2017 à Genève.

La France s'était fortement engagée dans la négociation de ce nouvel accord multilatéral contraignant et a ratifié la convention en juin 2017. Elle contribue aujourd'hui à sa mise en oeuvre, notamment grâce à son aide au développement et à sa coopération technique.

4 - Espagne

Q - Après les événements d'hier en Catalogne, avec plus de 800 blessés pendant la journée du référendum indépendantiste, est-ce qu'il y a une préoccupation de la part du gouvernement français sur la suite de la situation, puisqu'une grève générale va être convoquée et le parlement catalan peut déclarer l'indépendance les prochains jours ? Est-ce qu'il serait souhaitable d'envisager une médiation européenne ? La France envisage-t-elle de prendre une initiative afin d'apaiser la situation dans un pays voisin et ami ?

R - La France est attachée à l'unité et à l'intégrité de l'Espagne, pays ami dont la voix est essentielle sur la scène européenne.

Nous avons pris note des différentes déclarations intervenues le 1er octobre, et notamment de la proposition du président du gouvernement espagnol d'engager une réflexion commune avec l'ensemble des forces politiques représentées au parlement.

Nous avons pleinement confiance dans la capacité de la démocratie espagnole à conduire un dialogue politique apaisé, dans le cadre de la légalité constitutionnelle.

5 - Cameroun

Q - Que faites-vous pour réduire les tensions après qu'au moins huit personnes ont été abattues par des soldats dans la partie anglophone du Cameroun ?

R - La France suit avec attention la situation au Cameroun et est préoccupée par les incidents survenus durant le week-end, qui ont fait plusieurs victimes.

Nous appelons l'ensemble des acteurs à la retenue et au rejet de la violence.

6 - Irak

Q - Est-ce que le la France essaye de jouer un rôle de médiateur entre le gouvernement de

Bagdad et les autorités régionales kurdes ?

R - Nous n'avons pas été sollicités en ce sens. Comme vous le savez, nous appelons les autorités irakiennes et régionale kurde à régler leurs différends par le dialogue et dans le cadre fixé par la constitution irakienne.

Alors que la reconquête des territoires contrôlés par Daech n'est pas achevée, nous nous tenons aux côtés de tous les Irakiens dans la lutte contre le terrorisme. Nous soutenons les Irakiens pour relever les défis de la reconstruction, de la réconciliation nationale et d'une gouvernance inclusive, impliquant un dialogue renouvelé entre les autorités régionales kurdes et le gouvernement irakien. C'est le message que M. Jean-Yves Le Drian a passé au Premier ministre irakien et au président du gouvernement régional du Kurdistan, lors de sa visite, au mois d'août, à Bagdad et Erbil, avec Mme Florence Parly, ministre des armées.

La visite du Premier ministre irakien en France permettra de renforcer encore notre relation avec l'Irak et notre soutien à ce partenaire essentiel dans la région./.